



COMMUNIQUE DE PRESSE

Génération Libre publie une nouvelle note : « Du DPE-information au DPE-sanction : itinéraire d'un dévoiement »

Paris, le 15 juin 2026

Génération Libre publie une nouvelle note consacrée au diagnostic de performance énergétique, signée par Bertrand Moine et Robin Rivaton. Alors que le logement s'impose comme l'une des principales préoccupations des Français, **cette étude montre que le DPE est devenu bien davantage qu'un outil environnemental : un puissant mécanisme de destruction de valeur patrimoniale.**

Conçu à l'origine comme un simple dispositif d'information, le DPE conditionne désormais la possibilité de louer un bien et influence directement sa valeur de marché. Les données analysées dans la note révèlent qu'**en 2024 les logements classés F ou G se vendent en moyenne 49 % moins cher que les logements classés A ou B.** Le prix médian passe de 5 200 €/m² pour les logements les plus performants à 2 600 €/m² pour les passoires thermiques.

Pour Génération Libre, cette situation soulève une question politique majeure : qui supporte réellement le coût de cette politique publique ? Contrairement à une idée reçue, les premiers touchés ne sont pas de grands investisseurs mais souvent des ménages appartenant aux classes moyennes, propriétaires d'un appartement acquis pour préparer leur retraite, transmettre un patrimoine ou compléter leurs revenus.

Cette dévalorisation intervient alors même que le DPE repose sur une modélisation théorique dont la fiabilité fait l'objet de nombreuses critiques. Selon les travaux

cités dans la note, 71 % des diagnostics présenteraient une étiquette erronée par rapport aux consommations réelles observées.

La note montre également que le DPE contribue à la crise du logement. **Entre 2021 et 2024, la part des passoires thermiques dans les transactions immobilières est passée de 9,7 % à 18,5 %, tandis que leur volume de vente a progressé de 87 %.** Face aux contraintes réglementaires et au coût des travaux, de nombreux propriétaires choisissent désormais de vendre plutôt que de louer.

La note propose de revenir à l'esprit initial du DPE : une information énergétique claire et transparente, comparable à un Nutri-Score du logement, sans interdiction automatique de louer ou de vendre.

Génération Libre appelle les pouvoirs publics à abandonner la logique du DPE-sanction au profit d'une politique fondée sur l'information, l'incitation et le respect du droit de propriété.